

Séance ordinaire du 11 novembre 2002

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce onzième jour du mois de novembre deux mille deux, à dix-neuf heures trente à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents: les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Assistent à la séance : Jean Dubé, directeur général, Danielle Bilodeau, greffière et Jean Marion, assistant-greffier.

CV-2002-06-65

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'adopter l'ordre du jour de la séance du 11 novembre 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-66

Période de questions

Environ 100 personnes assistent à la séance. Plusieurs personnes posent des questions et émettent des commentaires.

CV-2002-06-67

Rapport du Maire sur la situation financière

Le Maire fait rapport sur la situation financière de la Ville et dépose son rapport auquel est annexée une liste de contrats qui sera complétée et déposée lors de la prochaine séance du Conseil de la Ville.

CV-2002-06-68

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 15 octobre 2002

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 15 octobre 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-69

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon tenue le 17 décembre 2001

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Marc Picard

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon, tenue le 17 décembre 2001.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-70

Dépôt – Procès-verbal des séances du Comité exécutif des 9, 15, 16, 23 et 30 octobre 2002

Le procès-verbal des séances du Comité exécutif des 9, 15, 16, 23 et 30 octobre 2002 est déposé.

CV-2002-06-71

Reconnaissance de l'organisme Centre de soutien Alzheimer

Attendu que l'organisme Centre de soutien Alzheimer répond aux critères des organismes reconnus associés de l'ex-Ville de Lévis;

Attendu que l'ex-Ville de Lévis a reconnu cet organisme au statut d'organisme associé par sa résolution 2001-06-84;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-10 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De reconnaître l'organisme Centre de soutien Alzheimer au statut d'organisme associé et de demander au Maire de transmettre la résolution du Conseil de la Ville à la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-72

Dépôt des rapports financiers de certaines ex-Villes, ex-Municipalités et ex-organismes

Les rapports financiers dressés par le Trésorier et les rapports du vérificateur externe sont déposés concernant :

les ex-Villes de :

- ✍ Lévis;
- ✍ Charny;
- ✍ Saint-Nicolas ;
- ✍ Saint-Rédempteur;

les ex-Municipalités de :

- ✍ Pintendre;
- ✍ Saint-Joseph-de-la-Pointe-De Lévy;
- ✍ Sainte-Hélène-de-Breakeyville;
- ✍ Saint-Étienne-de-Lauzon;

les ex- M.R.C. :

- ✍ de Desjardins;
- ✍ des Chutes-de-la-Chaudière;

de :

- ✍ la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Rive-Sud de Québec;
- ✍ la Régie intermunicipale de police et direction incendie Chaudière-Etchemin;
- ✍ la Régie intermunicipale de traitement de l'eau potable de Saint-Romuald / Saint-Jean;
- ✍ la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Desjardins;
- ✍ la Régie intermunicipale de police de Bernières, Saint-Etienne, Saint-Nicolas et Saint-Rédempteur.

CV-2002-06-73

Demande de contribution financière à la Société de diversification économique des régions (SDÉR) pour le projet de réalisation d'une étude des fonctions hôtelières et de congrès de Lévis

Réf. : DG-2002-005

Attendu que le Conseil régional de concertation et de développement Chaudière-Appalaches a confirmé l'admissibilité du projet visant la réalisation d'une étude des fonctions hôtelières et de congrès de Lévis dans le cadre du Fonds de diversification économique des régions;

Attendu qu'il y a lieu, dans les circonstances, d'autoriser la présentation d'une demande de contribution financière;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-60;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

À défaut d'obtenir une confirmation écrite du Ministre des Régions quant au versement d'une aide financière de 35 000 \$ dans le cadre du Fonds conjoncturel, de présenter une demande de contribution financière au montant de 70 000 \$ au Fonds de diversification économique des régions (FDÉR) par l'intermédiaire du CRCD et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente de financement à intervenir à cet effet, le cas échéant.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-74

Contribution d'Emploi Québec au projet de la réalisation d'une étude des fonctions hôtelières et de congrès de Lévis

Réf.: DG-2002-007

Attendu qu'Emploi Québec a accepté de contribuer pour un montant de 12 500 \$ à la réalisation d'une étude des fonctions hôtelières et de congrès de Lévis;

Attendu que la contribution d'Emploi Québec est nécessaire à la réalisation de cette étude et qu'elle nécessite la conclusion d'une entente de subvention;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-61;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'entente de subvention annexée à la fiche de prise de décision DG-2002-007 concernant le montage financier de l'étude des fonctions hôtelières et de congrès de Lévis, à intervenir avec le Ministre d'état à l'Éducation et à l'Emploi.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-75

Signalisation touristique pour le Golf des Serres (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon)

Réf. : DG-2002-018

Attendu que le Golf des Serres (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) a soumis une demande auprès de l'Association touristique régionale Chaudière-Appalaches afin d'autoriser la pose de panneaux de signalisation touristique pour faciliter l'acheminement des visiteurs vers le Golf des Serres et ce, à partir de l'autoroute 73;

Attendu que cette demande rencontre tous les critères d'admissibilité de la politique de signalisation touristique de Tourisme Québec et du ministère des Transports du Québec;

Attendu que l'Association touristique régionale Chaudière-Appalaches doit toutefois obtenir l'autorisation de la Ville pour le panneau qui sera implanté sur le chemin Saint-Grégoire (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon), de juridiction municipale;

Attendu que le requérant a confirmé qu'il acceptait de se conformer à la future politique de signalisation touristique de la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-35 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'autoriser la pose d'un panneau de signalisation touristique sur le chemin Saint-Grégoire (secteur Saint-Étienne-de-Lauzon) pour faciliter l'acheminement des visiteurs vers le Golf des Serres.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-76

**Signalisation touristique pour le Camping Bernières (secteur Saint-Nicolas)
Réf. : DG-2002-019**

Attendu que le Camping Bernières (secteur Saint-Nicolas) a soumis une demande auprès de l'Association touristique régionale Chaudière-Appalaches afin d'autoriser la pose de panneaux de signalisation touristique pour faciliter l'acheminement des visiteurs vers le camping et ce, à partir de la sortie 311 de l'autoroute 20;

Attendu que cette demande rencontre tous les critères d'admissibilité de la politique de signalisation touristique de Tourisme Québec et du ministère des Transports du Québec;

Attendu que l'Association touristique régionale Chaudière-Appalaches doit toutefois obtenir l'autorisation de la Ville pour le panneau qui sera implanté sur le chemin Olivier (secteur Saint-Nicolas), de juridiction municipale;

Attendu que le requérant a confirmé qu'il acceptait de se conformer à la future politique de signalisation touristique de la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-36 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'autoriser la pose d'un panneau de signalisation touristique sur le chemin Olivier (secteur Saint-Nicolas), à proximité de la sortie 311 et en contrebas de l'écran talus existant, pour faciliter l'acheminement des visiteurs vers le camping Bernières.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-77

**Engagement de la Ville envers la Chambre de commerce de Lévis pour le Gala Les Pléiades – Prix d'Excellence
Réf. : DG-2002-015**

Attendu que la Ville de Lévis a confirmé son engagement à l'égard de la Chambre de commerce de Lévis dans le cadre du Gala Les Pléiades – Prix d'Excellence 2002 en attribuant une commandite de 20 000 \$ en plus des services habituellement fournis par la Ville en terme de prêts de matériels et de fourniture de main-d'œuvre;

Attendu que la Ville de Lévis entend confirmer son engagement auprès de la Chambre de commerce de Lévis pour les trois prochaines années;

Attendu qu'il y a lieu de désigner un coordonnateur de l'événement pour l'année 2003;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-37 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier

Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

De confirmer l'engagement de la Ville à l'égard de la Chambre de commerce de Lévis dans le cadre du Gala Les Pléiades-Prix d'Excellence pour les trois prochaines années, moyennant une commandite annuelle de 20 000 \$ en plus des services habituellement fournis par la Ville pour la tenue de l'événement, le tout assorti d'un plan de visibilité pour la Ville avec une remise de 10 cartes à titre gratuit pour les besoins des représentants de la Ville et de désigner le Commissaire industriel de la Ville pour agir à titre de coordonnateur de l'événement pour l'année 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-78

Projet de partenariat touristique Lévis-Bellechasse

Réf. : DG-2002-017

Attendu qu'un groupe de travail formé de représentants de la Municipalité régionale de comté de Bellechasse, d'intervenants touristiques de Bellechasse et de la Ville, a été mis sur pied pour évaluer les scénarios possibles de collaboration de développement d'un partenariat touristique des territoires visés;

Attendu que les parties concernées se sont entendues;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-38 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De conclure une entente relative à un projet de partenariat touristique avec la MRC de Bellechasse et les intervenants touristiques de Bellechasse, comprenant les éléments suivants :

- ? formation commune des agents d'informations touristiques ;
 - ? référence et promotion réciproque dans le réseau des bureaux d'information et d'accueil touristique des deux territoires ;
 - ? élaboration de circuits thématiques sur les deux territoires (vélo, agro-tourisme) et création d'un outil de promotion conjoint ;
- le tout, pour une contribution de la Ville estimée à 6 000 \$ et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer une telle entente.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-79

Location de la salle du Conseil de Ville pour la célébration d'un mariage

Réf. : DG-2002-023

Attendu qu'une demande a été adressée à la Ville à l'effet d'obtenir l'autorisation de louer la salle du Conseil pour y célébrer un mariage et ce, conformément à la *Loi instituant l'union civile et établissant de nouvelles règles de filiation*;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-49;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'accepter de louer la salle du Conseil à Me Denise Thomassin, notaire, pour y célébrer un mariage le 30 novembre 2002, en lui facturant les coûts afférents, le tout à titre expérimental.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-80

Production d'un répertoire informatisé des entreprises industrielles et commerciales de la Ville en partenariat avec Emploi-Québec Réf. : DG-2002-013

Attendu qu'il n'existe actuellement aucun répertoire ni liste d'entreprises qui soit complet et à jour au niveau de la Ville et de la région Chaudière-Appalaches;

Attendu qu'une telle liste constitue un outil stratégique indispensable en terme de planification parce qu'elle permet d'obtenir de l'information récente sur les secteurs d'activités présents sur le territoire de la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-50 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

D'autoriser la participation de la Ville au Comité LIC/Chaudière-Appalaches visant la production d'un répertoire informatisé des entreprises industrielles et commerciales situées sur le territoire de la Ville entre autres, de désigner Philippe Meurant et Benoît Chevalier à titre de représentants de la Ville pour siéger au sein de ce Comité et d'autoriser le Directeur général à signer l'accord de regroupement et mandat prévoyant une contribution financière de 10 000 \$ pour la Ville et ce, pour les fins de subvention de ce projet par Emploi-Québec.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-81

Participation au financement d'une bande-annonce en partenariat avec le Cégep de Lévis-Lauzon et la Société de transport de Lévis Réf. : COM-2002-010

Attendu que le Cégep de Lévis-Lauzon a soumis à la Ville ainsi qu'à la Société de transport de Lévis une proposition de partenariat pour la production et la diffusion d'une

bande-annonce promotionnelle dans les cinémas Lido et des Chutes visant la promotion du milieu;

Attendu que les ententes de distribution sont sous l'entière responsabilité du Cégep de Lévis-Lauzon;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-96 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Marc Picard
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'accepter de participer au financement de la diffusion d'une bande-annonce aux cinémas Lido et des Chutes de Lévis visant la promotion du milieu en partenariat exclusif avec le Cégep de Lévis-Lauzon et la Société de transport de Lévis en 2003, 2004 et 2005, au coût de 8 400 \$ par année.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-82

Vente du lot 202-517-14-2 du cadastre du Village de Lauzon (rue des Gabarieurs, secteur Lévis) à Fenêtre « Rustic » inc. et acquisition d'une servitude ainsi que des lots 162-72-4 et 163-64-5 de ce cadastre

Attendu qu'à la demande de la compagnie Hostess Frito-Lay, l'ex-Ville de Lévis s'était engagée à prolonger la rue des Gabarieurs de façon à permettre à cette dernière d'aménager en cet emplacement son entrée principale pour le trafic lourd ;

Attendu que cette décision faisait suite aux nombreuses plaintes de résidents du boulevard de la Rive-Sud qui étaient incommodés par les allées et venues des camions de la compagnie ;

Attendu qu'il est cependant requis d'aménager un cercle de virage à l'extrémité du tronçon à construire et qu'une entente a été conclue avec la compagnie Hostess Frito-Lay qui accepte de céder gratuitement à la Ville la parcelle de terrain requise ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-03-77 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller André Hamel

De vendre le lot 202-517-14-2 du cadastre du Village de Lauzon à Fenêtre Rustic inc., au prix de 0,25 \$ le pied carré, en conservant toutefois une servitude d'aqueduc et d'égout sur ce lot, à titre gratuit et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

D'acquérir également pour la somme de 1,00 \$ les lots 162-72-4 et 163-64-5 de ce cadastre, incluant un droit de premier refus en faveur du vendeur en cas de fermeture de la rue des Gabarieurs ou d'une partie de celle-ci et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout contrat à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-83

Demande de subvention pour la décontamination du site « Le Havre », secteur Saint-Jean-Chrysostome
Réf.: DAT-DET-2002-014

Attendu que la Ville a accepté d'entreprendre des démarches visant la décontamination du site où sera situé le projet «le Havre », secteur Saint-Jean-Chrysostome et que ces travaux de décontamination sont admissibles au programme de subvention ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-47 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

D'autoriser le Chef du service du développement du territoire à signer tout document relatif à la demande de subvention pour la réalisation des travaux de décontamination du site où sera situé le projet «le Havre », secteur Saint-Jean-Chrysostome, à être déposée dans le cadre du programme .

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-84

Financement de l'excédent des coûts de travaux de décontamination du site « Le Havre », secteur Saint-Jean-Chrysostome
Réf. : DAT-DET-2002-029

Attendu que les travaux de décontamination du projet «Le Havre » (secteur Saint-Jean-Chrysostome) sont estimés à 110 300 \$;

Attendu que l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome avait adopté un règlement d'emprunt au montant de 72 000 \$ pour la réalisation de ces travaux ;

Attendu que ces travaux sont admissibles à une subvention du ministère de l'Environnement dans le cadre du programme Revi-Sols ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

De financer à même le surplus de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome le montant de 38 300 \$ représentant l'excédent des coûts prévus suite à l'ouverture des soumissions pour la décontamination du site où sera situé le projet « Le Havre » (secteur Saint-Jean-Chrysostome) et d'affecter la subvention du ministère de l'Environnement qui sera versée à la Ville dans le cadre du Programme Revi-Sols au remboursement du surplus de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome et le solde de cette subvention, au remboursement du règlement d'emprunt de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-85

Règlement du dossier concernant des installations septiques non conformes au 642, rue Robert sud (secteur Pintendre), propriété de Johanne Massey et Daniel Collin
Réf. : AGR-AFJ-2002-53
DAT-DET-2002-019

Attendu que Daniel Collin est propriétaire d'un immeuble portant l'adresse civique 642, rue Robert sud (secteur Pintendre) et que Johanne Massey désire acquérir cet immeuble ;

Attendu que l'immeuble ne rencontre pas les exigences réglementaires municipales et provinciales relatives aux installations sanitaires;

Attendu que la Ville entend prolonger les services municipaux sur une partie de la rue Robert, secteur Pintendre et que ces travaux permettraient ainsi de solutionner le différend avec le propriétaire actuel de l'immeuble ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-98 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

Dans le cadre du règlement du dossier concernant des installations septiques non conformes au 642, rue Robert sud (secteur Pintendre), d'autoriser Marlyne Turgeon, chef du Service des affaires juridiques, à signer une transaction et quittance à intervenir avec Johanne Massey et Daniel Collin et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer une convention à intervenir avec A.G.P. Couture & Fils inc., Daniel Collin et Johanne Massey, ces documents étant annexés à la fiche de prise de décision AGR-AFJ-2002-53.

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer une entente à intervenir avec le promoteur A.G.P. Couture & Fils inc. concernant le prolongement de la rue Robert sud (secteur Pintendre) d'une longueur d'environ 67 mètres.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-86

Demande de mainlevée pour une partie des lots 442 et 443 du cadastre de la paroisse de Saint-Nicolas (rue de Limoges, secteur Saint-Nicolas)
Réf.: DAT-DET-2002-016

Attendu que le 21 décembre 1995, Les Constructions Larivière et Frères inc. accordait en faveur de l'ex-Ville de Bernières-Saint-Nicolas une servitude de passage pour son réseau d'aqueduc ainsi qu'une garantie hypothécaire assurant la Ville du paiement des frais de dynamitage supplémentaires pour l'installation du futur réseau pluvial et sanitaire ainsi que des entrées de services sur la rue de Limoges;

Attendu que cette garantie hypothécaire au montant de 70 717,51 \$ affectait les lots 442-P et 443-P situés le long du parc et du futur prolongement de la rue de Limoges;

Attendu que les conditions énoncées à la résolution 1995-09-394 de l'ex-Ville de Bernières-Saint-Nicolas ont été entièrement respectées par le promoteur et qu'en date du 24 septembre 2002, celui-ci a déposé à la Ville la somme de 70 717,51 \$ couvrant la garantie hypothécaire émise en faveur de la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-49;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'accorder une mainlevée et de consentir à la radiation de la garantie hypothécaire prévue à l'acte préparé par Me Hugues Poulin, notaire, minute 14935, publiée à Lévis sous le numéro 404 438 et d'autoriser le Maire et la Greffière de signer l'acte de mainlevée et radiation.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-87

Demande de prolongation de délai au Ministre des Affaires municipales et de la Métropole pour le remplacement du schéma révisé de l'ex-MRC de Desjardins Réf. : DAT-2002-008

Attendu que le Ministre des Affaires municipales et de la Métropole demande à la Ville de remplacer le schéma d'aménagement révisé de l'ex-MRC de Desjardins adopté le 28 novembre 2001;

Attendu que des analyses additionnelles sont requises pour répondre à certaines demandes gouvernementales ;

Attendu que la Ville désire discuter certaines demandes avec des ministères sectoriels ;

Attendu que la Ville souhaite mener des consultations internes sur les modifications demandées par le gouvernement ;

Attendu que ces travaux ne pourront se faire avant l'échéance fixée par le ministre André Boisclair;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-08 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller André Hamel

De demander au Ministre des Affaires municipales et de la Métropole un délai additionnel de quatre mois pour remplacer le schéma d'aménagement révisé qui a été adopté par l'ex-MRC de Desjardins le 28 novembre 2001.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-88

Demande d'aide financière dans le cadre du programme « Soutien aux municipalités pour des projets en patrimoine » du ministère de la Culture et des Communications

Réf. : DAT-DET-2002-024

Attendu que le règlement RV-2002-00-34 décrétant des honoraires professionnels pour la réalisation de différents projets en matière de génie et d'urbanisme, inclut un projet de mise à jour des inventaires patrimoniaux de la Ville estimé à 60 000 \$ admissible au programme «Soutien aux municipalités pour les projets en patrimoine (sauvegarde et mise en valeur) »;

Attendu qu'il y aurait lieu de produire une demande d'aide financière équivalente pour l'année 2003-2004;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-25 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'autoriser le Chef du Service du développement du territoire à produire une demande d'aide financière dans le cadre du programme « Soutien aux municipalités pour des projets en patrimoine » au ministère de la Culture et des Communications de :

- ? 60 000 \$ pour l'année 2002-2003 ;
 - ? 60 000 \$ pour l'année 2003-2004 ;
- et d'autoriser celui-ci à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-89

Acquisition des réseaux d'aqueduc et d'égout pour un projet d'ensemble résidentiel
Réf. : DAT-DET-2002-023

Attendu que la Ville de Lévis autorise présentement sur son territoire l'implantation de plusieurs projets d'ensemble immobilier incluant le projet « Le Contillet » (secteur Lévis);

Attendu que l'une des conditions préalables à l'acceptation d'un tel projet est d'acquérir uniquement la conduite d'aqueduc par voie de servitude et d'entretenir cette conduite;

Attendu qu'à la suite d'une rencontre entre les fonctionnaires du ministère de l'Environnement et du Service du développement du territoire de la Ville, il a été jugé plus avantageux pour la Ville d'acquérir l'ensemble des conduites principales (aqueduc, égout pluvial et sanitaire);

Attendu que la qualité de l'ensemble du réseau et son exploitation est un élément primordial pour la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-27 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

Dans tous les cas de projet d'ensemble résidentiel incluant le projet « Le Contillet » (secteur Lévis):

- ? d'acquérir l'ensemble des conduites principales (aqueduc, égout pluvial et sanitaire) du réseau, à l'exclusion des entrées de services ;
- ? d'acquérir une servitude permettant à la Ville d'entretenir ces conduites principales ;
- ? de prévoir que les équipements de voirie (pavage, déneigement, etc) demeurent sous la responsabilité du promoteur et/ou de ses copropriétaires.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-90

**Vente du lot 204-191 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome (rue des Hérons, secteur Saint-Jean-Chrysostome) à Les Habitations Richard Lessard inc.
Réf. : DAT-DET-2002-025**

Attendu qu'une offre d'achat au montant de 22 500 \$ plus taxes a été déposée par Richard Lessard concernant le lot 204-191 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome situé sur la rue des Hérons, secteur Saint-Jean-Chrysostome;

Attendu que la valeur réelle de ce lot est établie à 22 500 \$;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-28 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

De vendre le lot 204-191 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome à Les Habitations Richard Lessard inc. au montant de 22 500 \$, plus taxes, les frais relatifs à cette transaction à être assumés par l'acquéreur et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'acte de vente.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-91

**Travaux de restauration de l'Anglicane (secteur Lévis)
Réf. : DAT-GEN-2002-004**

Attendu qu'il était impossible pour les architectes de soupçonner l'état de dégradation de l'Anglicane et ce, malgré les test effectués;

Attendu qu'il est impossible, à ce stade-ci des travaux, de procéder à des coupures budgétaires dans un projet réalisé à plus de 50% dont la totalité des composantes sont déjà réalisées en atelier ;

Attendu qu'une diminution maximale des coûts de ces travaux supplémentaires a pu être réalisée de la façon suivante, à savoir :

- en n'effectuant le rejointement et le pointage de la pierre qu'aux endroits le nécessitant seulement et non sur l'ensemble de la surface ;

- en retardant l'installation d'un système de climatisation d'appoint ;
- en s'assurant seulement de l'étanchéité des fenêtres et dont la réfection n'est pas prévue au contrat ;

Attendu que le coût de 506 110 \$ a été réduit à 283 114 \$;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-55;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

D'accepter l'exécution de travaux supplémentaires dans le cadre des travaux de restauration de l'Anglicane relativement aux murs de pierre, à un coût estimé à 283 114 \$ (taxes, honoraires professionnels et ristourne de taxes inclus), à être financés par le fonds général qui sera remboursé par les revenus de la campagne de financement qui sera réalisée par Diffusion culturelle de Lévis ou, à défaut, par le surplus de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-92

Financement des dépenses relatives aux services professionnels pour les projets prévus au Programme d'infrastructures, volet 1.1 et autres travaux Réf. : DAT-GEN-2002-037 et DAT-GEN-2002-041

Attendu que les relevés topographiques et sondages de plusieurs projets de réfection d'infrastructures doivent être réalisés avant la période hivernale en prévision de la réalisation des travaux prévus au printemps 2003 ;

Attendu que plusieurs de ces projets ont bénéficié d'une subvention dans le cadre des programmes Canada-Québec et Québec-Municipalités ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De financer les dépenses suivantes relatives aux services professionnels requis pour la réalisation des projets suivants, à même le fonds général qui sera renfloué par le règlement d'emprunt à être adopté suite à l'exécution de ces mandats :

- ✍️ desserte autoroutière du parc industriel Lauzon (secteur Lévis) et réfection de l'avenue des Églises (secteur Charny), mandats estimés à 24 000 \$, plus taxes, pour les relevés topographiques et les sondages ;
- ✍️ réfection du secteur Pionniers, phase III (secteur Saint-Rédempteur), de la rue Saint-Laurent (secteur Saint-Nicolas) et travaux reliés au réseau d'aqueduc (secteur Lévis), mandats estimés à 28 000 \$, plus taxes, pour les relevés topographiques et les sondages ;
- ✍️ conduite d'aqueduc entre les secteurs Charny et Sainte-Hélène-de-Breakeyville, mandats estimés à 11 000 \$, plus taxes, pour les relevés topographiques et les sondages ;

✍️ réhabilitation des conduites d'aqueduc du secteur Saint-David (secteur Lévis), mandat estimé à 19 200 \$, plus taxes.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-93

Acquisition du lot 2864 552 du cadastre du Québec et d'une servitude sur une partie des lots 2 864 522, 2 864 523 et 2 864 524 de ce cadastre (rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guèvremont, Développements Fortier inc., secteur Saint-Nicolas)

Attendu qu'une convention de prolongement de la rue Simone-Monet-Chartrand et de la rue Germaine-Guèvremont (secteur Saint-Nicolas) est intervenue le 30 août 2002 entre la Ville et le promoteur Développements Fortier inc.;

Attendu que les travaux d'infrastructures sont complétés et peuvent être cédés à la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-08-71 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'acquérir à titre gratuit le lot 2864 552 du cadastre du Québec comprenant tous les travaux d'infrastructures ainsi qu'une servitude d'égout sur une partie des lots 2 864 522, 2 864 523 et 2 864 524 de ce cadastre et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-94

Demande d'exclusion amendée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec visant l'utilisation autre qu'agricole d'une partie des lots 143 et 145 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph, des lots 1106, 1107, 1108 et d'une partie des lots 1105-3 et 1109-3 du cadastre du village de Lauzon (secteur Lévis, dossier Guillemette)

Réf. : DAT-URB-2002-025

Attendu que le Conseil de la Ville autorisait le 9 septembre 2002 le dépôt d'une demande d'exclusion amendée auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'utilisation autre qu'agricole d'une partie des lots 143 et 145 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph, des lots 1106, 1107, 1108 et d'une partie des lots 1105-3 et 1109-3 du cadastre du village de Lauzon (secteur Lévis, dossier Guillemette);

Attendu que la Ville de Lévis demandait de plus à la Commission de protection de territoire agricole du Québec de lui accorder un délai de 3 à 4 semaines pour permettre le dépôt d'une demande étoffée devant permettre à la Commission de l'accepter;

Attendu que cette demande est maintenant complétée et prête à soumettre à la Commission;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-92 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier

Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

D'autoriser le dépôt à la Commission de protection du territoire agricole du Québec de la demande d'exclusion amendée visant l'utilisation autre qu'agricole d'une partie des lots 143 et 145 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph, des lots 1106, 1107, 1108 et d'une partie des lots 1105-3 et 1109-3 du cadastre du village de Lauzon (secteur Lévis, dossier Guillemette), telle qu'annexée à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-95

Acceptation de l'offre de Les transporteurs en vrac Rive-Sud inc. pour le transport de neige sur le territoire de la Ville

Réf.: RE-TP-2002-003

Attendu que la compagnie Les Transporteurs en vrac Rive-Sud inc. a déposé une offre de services concernant le transport de neige sur le territoire de la Ville pour la saison 2002-2003 selon les mêmes tarifs que ceux payés à l'hiver 2001-2002 ;

Attendu que la compagnie Les Transporteurs en vrac Rive-Sud inc. est titulaire d'un permis de courtage délivré en vertu de la *Loi sur les transports* (L.R.Q. c.T-12) ;

Attendu qu'un tel contrat peut être négocié de gré à gré ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-54;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accepter l'offre de Les Transporteurs en vrac Rive-Sud inc. pour le transport de neige sur le territoire de la Ville pour l'hiver 2002-2003, aux mêmes tarifs qu'à l'hiver 2001-2002, conformément à l'offre annexée à la fiche de prise de décision RE-TP-2002-003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-96

Octroi de contrat pour la fourniture de sel de déglacage

RE-TP-2002-006

Attendu que des soumissions ont été demandées pour la fourniture et la livraison de sel de déglacage pour la saison 2002-2003;

Attendu que la Ville se réserve le droit de réduire les quantités prévues aux documents d'appel d'offres en fonction des besoins;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-88;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder le contrat pour la fourniture de sel de déglacage à Sifto Canada inc. pour un montant estimé à 917 046,01 \$, taxes incluses, au coût de 51,77 \$ la tonne métrique, plus taxes, conformément au devis et à sa soumission, cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-97

Octroi de contrat pour la fourniture d'abrasifs (sable et sel)

Réf. : RE-TP-2002-007

Attendu que des soumissions ont été demandées pour la fourniture et la livraison d'abrasifs (sable et sel) pour la saison 2002-2003;

Attendu que la Ville se réserve le droit de réduire les quantités prévues aux documents d'appel d'offres en fonction des besoins;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-94 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder le contrat pour la fourniture de sable et de sel à Unibéton, Division de Ciment Québec pour un montant estimé à 186 915,63 \$, taxes incluses, au coût de 12,50 \$ la tonne métrique, plus taxes, conformément au devis et à sa soumission, cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-98

Octroi de contrat d'entretien du lieu d'élimination de la neige du secteur Saint-Romuald

Réf. : RE-TP-2002-014

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant l'entretien du lieu d'élimination de la neige du secteur Saint-Romuald;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accorder le contrat pour l'entretien du lieu d'élimination de la neige du secteur Saint-Romuald, d'une durée de trois ans, à Gérard Ruel Excavation inc., au coût estimé à 113 874,75 \$, taxes incluses, au prix de 0,31 \$/mètre cube, plus taxes, pour l'hiver 2002-2003, au prix de 0,33 \$/mètre cube, plus taxes, pour l'hiver 2003-2004 et au prix de 0,35 \$/mètre cube, plus taxes, pour l'hiver 2004-2005, conformément au devis et à sa soumission, cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-06-99

Octroi de contrat pour le déneigement des rues, trottoirs et stationnements – Secteurs Saint-Joseph / Jacques Cartier (secteur Lévis)

Réf. : RE-TP-2002-013

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant le déneigement des rues, trottoirs et stationnements des secteurs Saint-Joseph/ Jacques-Cartier (secteur Lévis) ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-29 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

D'accorder le contrat pour le déneigement des rues, trottoirs et stationnements des secteurs Saint-Joseph / Jacques Cartier (secteur Lévis) d'une durée de cinq ans à G.P.C. Excavation inc. pour un montant de 332 874,87 \$, taxes incluses, à être indexé pour les années subséquentes, conformément au devis et à sa soumission, cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-00

Octroi de contrat pour le déneigement des rues, trottoirs et stationnements – Secteurs Bienville / Saint-Laurent (secteur Lévis)

Réf. : RE-TP-2002-012

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant le déneigement des rues, trottoirs et stationnements des secteurs Bienville / Saint-Laurent (secteur Lévis) ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-30 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

D'accorder le contrat pour le déneigement des rues, trottoirs et stationnements des secteurs Bienville / Saint-Laurent (secteur Lévis) d'une durée de cinq ans à G.P.C. Excavation inc. pour un montant de 426 879,91 \$, taxes incluses, à être indexé pour les années subséquentes, conformément au devis et à sa soumission, cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-01

Octroi de contrat pour l'entretien des lieux d'élimination de la neige de l'arrondissement Desjardins

Réf. : RE-TP-2002-011

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant l'entretien des lieux d'élimination de la neige de l'arrondissement Desjardins pour la saison 2002-2003 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-31 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

D'accorder le contrat pour l'entretien des lieux d'élimination de la neige de l'arrondissement Desjardins pour la saison 2002-2003 à M.D.N. Pelletier inc., au prix de 0,27 \$/mètre cube, plus taxes, pour un montant total estimé à 186 340,50 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission, cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-02

Approbation des documents d'appels d'offres et de la formation du comité d'évaluation concernant la demande de soumissions pour la fourniture du service de gestion de la consommation d'énergie

Réf. : RE-BI-2002-003

Attendu que la Ville veut confier à une entreprise de services écoénergétiques la gestion de la consommation d'énergie de l'ensemble des immeubles dont elle est propriétaire dans le but de rechercher et de mettre en place des mesures d'économie d'énergie susceptibles de faire diminuer la facture énergétique de la Ville;

Attendu que les coûts de ce programme seront financés à même les économies garanties par le contrat;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-75;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

- ? d'approuver le document d'appels d'offres annexé à la fiche de prise de décision RE-BI-2002-003 ainsi que le système de pondération et d'évaluation des offres qui y est prévu pour demander des soumissions pour la fourniture du service de gestion de la consommation d'énergie ;
- ? d'accepter que le comité d'évaluation des offres reçues par la Ville soit formé d'Alain Francoeur, directeur des Réseaux et équipements, Gilles Lauzon du Service du génie,

François Ménard, chef du Service des biens immobiliers et Vincent Vu, chef du Service des approvisionnements, qui agira à titre de président de ce comité.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-03

Mandat à Inspec-Sol inc. pour la décontamination des sols de la fonderie de Lauzon Réf. : RE-2002-004

Attendu que la firme Inspec-Sol inc. a déjà exécuté une partie des services professionnels requis pour le projet de décontamination des sols de la fonderie de Lauzon;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-93 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

De mandater la firme Inspec-Sol inc. pour réaliser le programme de travail pour la décontamination des sols de la fonderie de Lauzon pour des honoraires estimés à 10 000 \$ et également pour préparer la demande de subvention dans le cadre du programme Revi-Sols, ces dépenses à être financées à même le fonds général qui sera renfloué d'autant par le règlement d'emprunt qui sera adopté suite à l'exécution de ce mandat.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-04

Création du Comité directeur du plan stratégique des technologies de l'information Réf.: FIN-TI-2002-003

Attendu qu'un contrat a été accordé pour la réalisation de la planification stratégique des technologies de l'information à la firme Groupe LGS inc.;

Attendu qu'un comité directeur doit être créé pour assurer la bonne marche du projet;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-34;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De créer le Comité directeur du plan stratégique des technologies de l'information composé des personnes suivantes:

- ✍ Jean Garon, maire;
- ✍ Alain Lemaire, membre du Conseil de la Ville et président du Comité des finances;
- ✍ Jocelyn Olivier, membre du Conseil de la Ville;
- ✍ Jean Dubé, directeur général;
- ✍ Sabin Tremblay, directeur général adjoint;
- ✍ Marcel Rodrigue, directeur des Finances;

✍ Christiane Bélanger, chef du Service des technologies de l'information;

le tout, tel que proposé dans le manuel d'organisation de projet présenté au Comité des finances du 4 octobre 2002.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-05

Financement des projets initiés par le Comité de transition de la Ville de Lévis
Réf. : FIN-TRE-2002-002

Attendu la création de la nouvelle Ville de Lévis le 1^{er} janvier 2002;

Attendu que, dans le cadre de la préparation du regroupement, le législateur a institué un Comité de transition;

Attendu que le Comité de transition a pris plusieurs engagements financiers afin d'établir les conditions les plus aptes à faciliter la transition entre la nouvelle Ville et les administrations existantes au 31 décembre 2001;

Attendu que le gouvernement du Québec a autorisé le Comité de transition à obtenir une marge de crédit afin de financer ces engagements;

Attendu qu'il était nécessaire et primordial, afin de permettre le fonctionnement harmonieux de la nouvelle Ville, de donner suite aux différents engagements pris par le Comité de transition;

Attendu que ces différents engagements ont eu pour effet de créer plusieurs passifs à être assumés par la Ville;

Attendu que la nouvelle Ville désire consolider les passifs du Comité de transition;

Attendu que la nouvelle Ville n'a pas, dans ses fonds généraux, une somme suffisante pour défrayer cette dépense et qu'en conséquence, il y a lieu de décréter un emprunt à cette fin;

Attendu l'article 270 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* (L.Q. 2001, c. 68);

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-14 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De décréter un emprunt afin de consolider les passifs du Comité de transition de la Ville de Lévis découlant de la réalisation des projets mentionnés en annexe à la présente résolution pour un montant n'excédant pas la somme de 4 196 000 \$, d'un terme de 3 ans pour la somme de 163 916 \$, d'un terme de 5 ans pour la somme de 1 542 073 \$ et d'un terme de 10 ans pour la somme de 2 490 011 \$.

D'imposer et de prélever chaque année, sur tous les immeubles imposables du territoire de la Ville, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur imposable telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, pour pourvoir aux

dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de cet emprunt.

D'approprier toute contribution ou subvention versée pour le paiement de la dépense décrétée par le règlement en diminution du montant de l'emprunt ou en diminution des échéances annuelles de cet emprunt selon les modalités de versement de celles-ci.

Le Maire appelle le vote.

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise-Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard ainsi que le maire Jean Garon.

Ont voté contre : les membres du Conseil Pierre Gagné et Philippe Laberge

Adoptée à la majorité

CV-2002-07-06

Subvention à la Maison des Jeunes de Charny inc.

Réf. : DVC-SOC-2002-005

Attendu que la nouvelle Ville compte sur 350 organismes partenaires qui proviennent des ex-villes fusionnées;

Attendu que ce partenariat comporte du soutien et des services et, pour certains organismes, une assistance financière;

Attendu que la Ville ne dispose pas, pour l'instant, d'une nouvelle politique de reconnaissance et de soutien aux organismes;

Attendu que certains de ces organismes ont un besoin de cette aide financière pour rencontrer leurs obligations;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-95 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De verser une subvention au montant de 6 400 \$ à la Maison des Jeunes de Charny inc. pour soutenir ses interventions auprès des jeunes.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-07

Subvention au Club de ski de fond de Saint-Étienne inc.

Réf. : DVC-SPO-2002-006

Attendu que le Club de ski de fond de Saint-Étienne inc. est un partenaire de la Ville dans l'offre de l'activité ski de fond à l'ensemble de la population;

Attendu qu'il y a lieu d'accorder une subvention au Club de ski de fond de Saint-Étienne inc. pour assurer l'entretien et le bon état du chalet des skieurs;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-23;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

De verser une subvention de 2 000 \$ au Club de ski de fond de Saint-Étienne inc. pour assurer l'entretien et le bon état du chalet des skieurs, cette dépense à être financée à même le fonds général.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-08

Embauche de personnel aquatique temporaire au Service des sports et du plein air Réf. : DVC-SPO-2002-004

Attendu que du personnel supplémentaire est nécessaire pour dispenser les cours offerts au programme aquatique en raison du nombre accru d'inscription;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-42 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'embaucher à compter du 18 octobre 2002 les personnes suivantes :

- ✍ Joëlle Duchesne
- ✍ Milène Turgeon ;
- ✍ Amélie Bégin ;
- ✍ Anne-Marie Nadeau ;

aux postes d'employés temporaires en sécurité aquatique, aux salaires et conditions prévues à la convention collective de l'ex-Ville de Charny, selon les besoins du Service des sports et du plein air.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-09

Projets dans le cadre du programme « Support à l'action bénévole », volet PADEL Réf. : DVC-EQR-2002-004

Attendu qu'une subvention de l'ordre de 27 500 \$ a été accordée par la Députée des Chutes-de-la-Chaudière dans le cadre du programme «Support à l'action bénévole », volet PADEL pour la réalisation de projets d'aménagement de cours d'école et de parcs;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-40 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'autoriser une dépense de 27 500 \$ pour l'acquisition de matériaux nécessaires à la réalisation des trois projets suivants :

- ? parc du Coteau-Chevreuil (secteur Saint-Nicolas), 7 500 \$;
- ? école Tournesol (secteur Saint-Rédempteur), 10 000 \$;
- ? école du Grand-Voilier (des Hirondelles, secteur Saint-Nicolas), 10 000 \$;

cette dépense à être financée à même la subvention versée à la Ville dans le cadre du programme « Support à l'action bénévole », volet PADEL.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-10

Désignation des membres des Comités de retraite

Réf. : RH-2002-024

Attendu que de nouveaux représentants de l'employeur doivent être nommés sur les différents comités de retraite suite au regroupement des municipalités et organismes qui ont formé la Ville de Lévis;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-84, modifiée lors d'une séance tenue le 6 novembre 2002;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De désigner les personnes suivantes à titre de membres représentant la Ville au sein des Comités de retraite suivants qui visent :

- ? le personnel cadre, les cols blancs et les cols bleus de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome, régime 25114 :
 - ✍ Marc Picard, membre du Conseil de la Ville ;
 - ✍ Marcel Rodrigue, directeur des finances et trésorier;
 - ✍ Georges-Étienne L'Italien, directeur adjoint à la Direction des ressources humaines ;
- ? les cols blancs et les cols bleus de l'ex-Ville de Saint-Romuald, régime 30527 :
 - ✍ Alain Lemaire, membre du Conseil de la Ville;
 - ✍ Michel Bélanger, chef du Service de la trésorerie ;
 - ✍ Francine Melançon, coordonnatrice par intérim à la Direction des ressources humaines, à la condition que le règlement soit modifié pour permettre cette désignation supplémentaire ;
- ? le personnel cadre, les cols blancs et les cols bleus de l'ex-Ville de Saint-Nicolas, régime 30235 :
 - ✍ Anne Ladouceur, membre du Conseil de la Ville ;
 - ✍ Alain Lemaire, membre du Conseil de la Ville ;

? le personnel cadre, les cols blancs et les cols bleus de l'ex-Municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville, régime 30915 :

- ✍ Jocelyn Olivier, membre du Conseil de la Ville ;
- ✍ Marc Duchesne, coordonnateur à la perception, tarification et taxation;
- ✍ Francine Melançon, coordonnatrice par intérim à la Direction des ressources humaines, à la condition que le règlement soit modifié pour permettre cette désignation supplémentaire ;

? le personnel cadre, les cols blancs et les cols bleus ainsi que les policiers de l'ex-Ville de Lévis, régime 21190 :

- ✍ Alain Lemaire, membre du Conseil de la Ville, avec deux voix ;
- ✍ Pierre Brochu, membre du Conseil de la Ville, à la condition que le régime soit modifié pour prévoir l'ajout d'un membre du Conseil de la Ville à titre de représentant de l'employeur et dans ce cas, avec une des voix du membre du Conseil de la Ville, Alain Lemaire;
- ✍ Marc Duchesne, coordonnateur à la perception, tarification et taxation;
- ✍ Georges-Étienne L'Italien, directeur adjoint à la Direction des ressources humaines, avec une voix, à la condition que le règlement soit modifié pour permettre cette désignation supplémentaire ;

? le personnel cadre, les cols blancs et les cols bleus de l'ex-Municipalité de Pintendre, régime 26325 :

- ✍ Alain Lemaire, membre du Conseil de la Ville ;
- ✍ Jean-Marie Lalande, représentant externe;
- ✍ Georges-Étienne L'Italien, directeur adjoint à la Direction des ressources humaines;

? les employés syndiqués de l'ex-Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Rive-Sud de Québec, régime 31066 :

- ✍ Jeannot Demers, membre du Conseil de la Ville ;
- ✍ Jean-Marie Lalande, représentant externe;
- ✍ Francine Melançon, coordonnatrice par intérim à la Direction des ressources humaines, à la condition que le règlement soit modifié pour permettre cette désignation supplémentaire ;

? le personnel cadre et les cols blancs de l'ex-Régie intermunicipale de police et direction incendie de Charny, Saint-Jean-Chrysostome et Saint-Romuald, régime 31432 :

- ✍ Alain Lemaire, membre du Conseil de la Ville ;
- ✍ Michel Bélanger, chef du Service de la trésorerie ;
- ✍ Georges-Étienne L'Italien, directeur adjoint à la Direction des ressources humaines, à la condition que le règlement soit modifié pour permettre cette désignation supplémentaire ;

? les policiers de l'ex-Régie intermunicipale de police et direction incendie de Charny, Saint-Jean-Chrysostome et Saint-Romuald, employés de l'ex-Ville de Saint-Romuald au 30 juin 1993, régime 30566 :

- ✍ Alain Lemaire, membre du Conseil de la Ville ;
- ✍ Michel Bélanger, chef du Service de la trésorie ;
- ✍ Claude Guérin, directeur à la Direction des ressources humaines, à la condition que le règlement soit modifié pour permettre cette désignation supplémentaire ;

? le personnel cadre de l'ex-Ville de Saint-Romuald, régime 26142 :

- ✍ Alain Lemaire, membre du Conseil de la Ville ;
- ✍ Marcel Rodrigue, Directeur des finances et trésorier ;
- ✍ Claude Guérin, directeur à la Direction des ressources humaines, à la condition que le règlement soit modifié pour permettre cette désignation supplémentaire.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-11

Contrats d'assurances collectives des employé(e)s

Réf. : RH-2002-025 et RH-2002-027

Attendu que les contrats d'assurances collectives des employé(e)s détenus par la compagnie Sun Life venaient à échéance le 31 octobre dernier et que le Comité exécutif a prolongé ces derniers jusqu'au 31 décembre 2002;

Attendu qu'il y a lieu de prolonger d'un mois additionnel ces contrats d'assurances collectives afin de procéder à une demande de soumissions pour une période d'un an à compter du 1^{er} février 2003;

Attendu qu'il y a également lieu de mandater un conseiller en assurances collectives pour assumer la gestion du contrat d'assurances collectives des employé(e)s qui sera conclu suite à cette demande de soumissions;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-22;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

- ? De prolonger pour la période du 1^{er} au 31 janvier 2003, les contrats d'assurances collectives des employé(e)s qui seront détenus par la compagnie Sun Life le 31 décembre 2002 ;
- ? De mandater André Gingras et Associés inc. à titre de conseiller en assurances collectives pour gérer le contrat d'assurances collectives des employé(e)s qui sera conclu suite à la demande de soumissions à cet effet et ce, pendant la première année du contrat, incluant les recommandations à la fin de cette première période visant le renouvellement ou la terminaison de ce contrat, le tout, pour des honoraires ne devant pas excéder 25 000 \$, taxes incluses, quant à la contribution de la Ville.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-12

Création d'un poste de professionnel à la Direction des ressources humaines

Réf. : RH-2002-028

Attendu que la présence d'un employé professionnel en ressources humaines en support aux différentes équipes de gestion, aura un impact direct et positif sur les coûts de la gestion des ressources humaines et notamment, quant à l'amélioration de la gestion de l'absentéisme, des mouvements de main-d'œuvre, des relations de travail ainsi que de l'administration des politiques, procédures et ententes;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-54 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De créer un poste de professionnel à la Direction des ressources humaines dont les responsabilités seront entre autres de gérer les enquêtes en cas d'accident de travail ainsi que de vérifier si des contestations sont requises auprès de la Commission de la santé et de la sécurité au travail et d'autoriser l'affichage de ce poste à l'interne.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-13

Embauche de préposées aux télécommunications temporaires à la Direction du service de police

Réf. : POL-2002-009

Attendu les absences prolongées du personnel régulier pour des libérations syndicales, les absences pour congé de maladie à long terme et le double emploi occupé par plusieurs préposés aux communications qui ne sont pas disponibles;

Attendu qu'il est nécessaire de procéder à l'embauche et à la formation de personnes additionnelles;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-52;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Jean-Claude Bouchard

D'embaucher Cynthia Bergeron et Marie-Noëlle Piccoli à titre de préposées aux télécommunications temporaires à la Direction du service de police afin d'assurer le remplacement en cas d'absence, au salaire et conditions de travail prévus à la convention collective du Syndicat des employés de la Régie intermunicipale de police et direction incendie de Charny, Saint-Jean-Chrysostome et Saint-Romuald.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-14

Embauche d'une secrétaire temporaire à la Direction du service de police

Réf. : POL-2002-010

Attendu l'absence prolongée d'une secrétaire à la Direction du service de police, le retard accumulé durant la période de vacances et que plusieurs autres congés doivent être pris d'ici la fin de l'année;

Attendu qu'il est nécessaire de procéder au remplacement de cette secrétaire pour permettre entre autres d'éviter le surtemps actuellement occasionné par beaucoup de retard dans divers secteurs d'activités;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-53 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'embaucher Lorraine Brasseur à titre de secrétaire temporaire à la Direction du service de police, pour une période approximative de 2 à 3 mois, aux conditions de travail de la convention collective de l'ex-Ville de Saint-Romuald, échelon 1.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-15

Acceptation de la cession du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire situé sur les lots 650-1, 650-2 et 650-3 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome (rue du Convoi, secteur Charny) par le Syndicat des copropriétés des Boisés du golf et acquisition d'une servitude

Réf.: AGR-AFJ-2002-45

Attendu qu'en 1993, le Syndicat des copropriétaires des Boisés du Golf consentait à l'ex-Ville de Charny une servitude relative à la mise en place d'un égout pluvial dans le cadre du projet domiciliaire de la rue du Convoi;

Attendu que l'ex-Ville de Charny acceptait aux termes de cet acte la cession du réseau d'égout pluvial, en s'engageant également à accepter ultérieurement la cession du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire;

Attendu que le Syndicat des copropriétaires des Boisés du Golf est maintenant disposé à procéder à la cession de ce réseau et que ce dernier a été vérifié par le Service du génie de la Ville;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-45;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accepter la cession du réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire situé sur les lots 650-1, 650-2 et 650-3 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome et la servitude consentie par le Syndicat des copropriétaires des Boisés du Golf, aux frais du propriétaire de ces lots et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'acte de cession et de servitude, tel qu'annexé à la fiche de prise de décision AGR-AFJ-2002-45.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-16

Octroi de mandat à un procureur dans le dossier de la Cour suprême du Canada concernant les terrains contaminés des Habitations de la Marina (secteur Lévis)

Réf. : AGR-AFJ-2002-050

Attendu que la Ville est mise en cause dans le dossier concernant les terrains contaminés des Habitations de la Marina (secteur Lévis) et qu'une audition est prévue en Cour suprême du Canada ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-43 ;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

De mandater Me Michel Laliberté, avocat, afin de représenter la Ville devant la Cour suprême du Canada dans le dossier La Compagnie pétrolière Impériale Ltée c. Le Procureur général du Québec, le Tribunal administratif du Québec et la Ville de Lévis et als (no 28835).

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-17

Nomination d'une greffière adjointe à la Cour municipale

Attendu la recommandation du Commissaire du travail accordant à Martyne Marmen le titre d'emploi « attachée d'administration » à la Cour municipale;

Attendu qu'à la description de tâches qui a été élaborée pour ce poste, il est stipulé que l'attachée d'administration agit à titre de greffière adjointe selon les besoins et accomplit toutes les fonctions et devoirs qui lui sont dévolus par la *Loi sur les cours municipales*;

Attendu la recommandation favorable de la Direction des ressources humaines à ce titre;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-11 ;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Marc Picard

De nommer Martyne Marmen à titre de greffière adjointe à la Cour municipale de Lévis, en plus de son titre d'attachée d'administration à la Cour municipale.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-18

Quittance en faveur de Hôtel-Motel Bernières inc. dans le cadre de la vente d'un terrain situé sur la rue de l'Aréna, secteur Saint-Nicolas Réf. : AGR-GRE-2002-004

Attendu que Hôtel-Motel Bernières inc. a acquis de l'ex-Ville de Saint-Nicolas une lisière de terrain située en bordure de la rue de l'Aréna, aux termes d'un acte publié à Lévis sous le numéro 431615;

Attendu que la vente a été faite pour le prix de 74 565,82\$ qui est entièrement payé;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

Dans le cadre de la vente d'un terrain situé en bordure de la rue de l'Aréna (secteur Saint-Nicolas) à Hôtel-Motel Bernières inc. au montant de 74 565,82 \$, d'autoriser le Maire et la Greffière à signer une quittance en sa faveur des droits hypothécaires prévus à l'acte de vente publié à Lévis sous le numéro 431615.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-19

Participation à une conférence de règlement à l'amiable dans le dossier La compagnie d'assurances Jevco inc. et les Entrepreneurs A. Beaudoin (1995) inc. c. Ville de Saint-Nicolas et autres
Réf. : AGR-AFJ-2002-058

Attendu que la Ville de Lévis est partie au dossier de poursuite judiciaire intentée par La compagnie d'assurances Jevco inc. et les Entrepreneurs A. Beaudoin (1995) inc.;

Attendu que toutes les parties au dossier acceptent de participer à une conférence de règlement à l'amiable;

Attendu la recommandation du procureur de la Ville, Me Pierre Coderre, à cet effet;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence ;

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De participer à une conférence de règlement à l'amiable dans le cadre du dossier de la Cour supérieure La Compagnie d'assurance Jevco inc. et Les Entreprises A. Beaudoin (1995) inc. c. Ville de Saint-Nicolas et autres (200-05-007974-970) et de désigner Jean Dubé, directeur général et Gilles Lauzon, ingénieur au Service du génie, pour agir à titre de représentants de la Ville pour les fins de cette conférence.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-20

Adoption et dispense de lecture – Règlement décrétant une dépense pour l'acquisition d'un camion-citerne et d'équipements pour le combat incendie ainsi qu'un emprunt
Réf. : INC-2002-002
Réf. : AGR-GRE-2002-001

Attendu que la dispense de lecture du règlement décrétant une dépense pour l'acquisition d'un camion-citerne et d'équipements pour le combat incendie ainsi qu'un emprunt a été demandée lors de la séance tenue le 15 octobre 2002, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-32;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-51 décrétant une dépense pour l'acquisition d'un camion-citerne et d'équipements pour le combat incendie ainsi qu'un emprunt et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-21

Adoption du règlement et dispense de lecture – Règlement décrétant l'acquisition de véhicules légers et lourds ainsi qu'un emprunt

Réf. : RE-EM-2002-001

Réf. : AGR-GRE-2002-002

Attendu que la dispense de lecture du règlement décrétant l'acquisition de véhicules légers et lourds ainsi qu'un emprunt a été demandée lors de la séance tenue le 15 octobre 2002, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-33;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-52 décrétant l'acquisition de véhicules légers et lourds ainsi qu'un emprunt et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-22

Adoption - Règlement constituant le Comité consultatif agricole de la Ville

Réf. : DAT-2002-004

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-09-96;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'adopter le règlement RV-2002-00-53 constituant le Comité consultatif agricole de la Ville, tel que lu par la Greffière.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-23

Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement décrétant des travaux de construction d’un passage à niveau de même que des travaux de voirie sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) ainsi qu’un emprunt

Réf. : AGR-GRE-2002-003

Le conseiller Jean-Claude Bouchard donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le règlement décrétant des travaux de construction d’un passage à niveau de même que des travaux de voirie sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) ainsi qu’un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter des travaux de construction d’un passage à niveau incluant l’alimentation électrique du dispositif d’avertissement de même que des travaux de voirie sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) ainsi qu’un emprunt n’excédant pas 110 000 \$ pour payer cette dépense, d’un terme de 15 ans, remboursable par une taxe imposée et prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire du secteur Lévis.

De plus, le conseiller Jean-Claude Bouchard demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-07-24

Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement concernant le régime de retraite des membres du Conseil de la Ville

Réf. : FIN-2002-006

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le règlement concernant le régime de retraite des membres du Conseil de la Ville.

Ce règlement a pour objet de permettre l’adhésion des membres du Conseil de la Ville au régime de retraite constitué par la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (L.R.Q., c. R-9.3).

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-07-25

Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement décrétant l’ouverture des rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guèvremont (secteur Saint-Nicolas, Développements Fortier inc.)

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le règlement décrétant l’ouverture des rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guèvremont (secteur Saint-Nicolas)

Ce règlement a pour objet de décréter l’ouverture des rues Simone-Monet-Chartrand sur une partie du lot 2 864 552 du cadastre du Québec et de la rue Germaine-Guèvremont sur une autre partie de ce lot.

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-07-26**Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement décrétant des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement à la Place de l'Église, phase II (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ainsi qu'un emprunt**

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement décrétant des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement à la Place de l'Église, phase II (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ainsi qu'un emprunt.

Ce règlement a pour objet de décréter la phase II des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement à la Place de l'Église (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ainsi qu'un emprunt n'excédant pas 121 000 \$ pour payer cette dépense, d'un terme de 10 ans, remboursable par une taxe spéciale sur tous les immeubles imposables du territoire de la Ville.

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-07-27**Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement modifiant le règlement RV-2002-00-15 sur l'imposition des taxes, des surtaxes et des compensations pour l'exercice financier de 2002**

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement modifiant le règlement RV-2002-00-15 sur l'imposition des taxes, des surtaxes et des compensations pour l'exercice financier de 2002.

Ce règlement a pour objet de modifier l'article 24 du règlement RV-2002-00-15 afin de :

- ✍ prévoir que la compensation pour la fourniture de l'eau pour un immeuble relié à un compteur d'eau où la consommation d'eau connue était de moins de un million de gallons ou 4546,095 mètres cube en 2001, sera prélevée sur le compte de taxes de 2003 sur la base de la consommation d'eau mesurée pour la période débutant à la date de la dernière lecture connue et se terminant à la date de la lecture effectuée entre le 15 novembre 2002 et le 31 décembre 2002;
- ✍ réduire à 10 jours le délai maximum de 30 jours établi pour le retour du formulaire dûment complété pour le relevé de la consommation.

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-07-28**Avis de motion et demande de dispense de lecture – Règlement concernant la création d'une réserve financière pour la constitution d'un fonds d'autoassurance
Réf. : AGR-AFJ-2002-057**

Le conseiller Marc Picard qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement concernant la création d'une réserve financière pour la constitution d'un fonds d'autoassurance.

Ce règlement a pour objet de décréter la création d'une réserve financière devant servir à assumer les réclamations en matière de responsabilité civile générale jusqu'à un montant de 1 000 000 \$ par réclamation.

De plus, le conseiller Marc Picard demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-07-29

Avis de motion et demande de dispense de lecture - Règlement modifiant le règlement de zonage 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre (Distribution Madico inc.)

Réf. : DAT-URB-2002-021

Le conseiller Jeannot Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le règlement modifiant le règlement de zonage 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre (Distribution Madico inc.).

Ce règlement a pour objet de :

- ✍ créer les zones 125.1C et 125.2C à même l'actuelle zone 125C ;
- ✍ permettre, dans la zone 125.1C, uniquement les usages suivants : 5199. Autres activités de vente de gros, 641. Service de réparation de l'automobile, 551. Vente au détail de véhicules à moteur, 552. Vente au détail de pneus, de batteries et d'accessoires ;
- ✍ définir de nouvelles normes relatives à la hauteur en étages et en mètres des bâtiments dans les zones 125.1C et 125.2C
- ✍ définir de nouvelles normes relatives à la superficie de plancher maximale par bâtiment, dans la zone 125.1C, pour les bâtiments du groupe d'usages para-industriel, soit les usages 5199. Autres activités de vente de gros et 641. Service de réparation de l'automobile ;
- ✍ définir de nouvelles normes relatives à la superficie de plancher maximale par bâtiment, dans la zone 125.2C, pour les bâtiments des groupes commerce et services.

De plus, le conseiller Jeannot Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2002-07-30

Adoption du premier projet de règlement modifiant le règlement de zonage 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre (Distribution Madico inc.)

Réf. : DAT-URB-2002-021

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence ;

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'adopter le premier projet de règlement modifiant le règlement de zonage 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre.

Adoptée à l'unanimité

Affaires nouvelles

CV-2002-07-31

Appui au plan d'affaires du gouvernement du Québec visant à obtenir un important contrat pour les Industries Davie inc.

Attendu que l'ensemble des intervenants socio-économiques de la grande région de la Capitale nationale et de la région Chaudière-Appalaches, réunis au sein du Comité Québec-Capitale et du Comité permanent Industries Davie, de même que l'industrie navale canadienne et le milieu syndical, ont uni leur voix le 24 mai 2001 pour apporter un appui aux Industries Davie en signalant l'urgence d'agir;

Attendu que les responsables de l'industrie, appuyés par les intervenants socio-économiques des régions de Chaudière-Appalaches et de Québec, demandent, qu'à l'instar des autres co-domaines d'activités économiques d'envergure tels l'aéronautique, l'automobile et le ferroviaire, les chantiers maritimes puissent jouir des mêmes services et initiatives commerciaux et législatifs dynamiques mis de l'avant et adaptés aux conditions des marchés;

Attendu que le gouvernement du Québec a donné suite à cette urgence d'agir en mettant de l'avant un plan d'affaires responsable à portée uniquement économique visant à soutenir les Industries Davie dans sa démarche pour obtenir un important contrat de 62 000 000 \$ qui permettrait le retour au travail de quelque 380 travailleurs au chantier pendant un an;

Attendu que la décision gouvernementale va contribuer à garder fonctionnels des actifs technologiques importants pour le milieu lévisien et régional;

Attendu la désinformation qui circule actuellement dans ce dossier, alors que les risques gouvernementaux sont faibles, compte tenu de l'ampleur des retombées positives;

Attendu que ce Conseil reconnaît la capacité de l'entreprise et de ses travailleurs de relever le défi de réalisation du contrat Torch Offshore dans le respect des budgets et des échéanciers;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Gilles Lehouillier

Appuyé par le maire Jean Garon

- ✍ de dénoncer le dénigrement injuste véhiculé sur le plan d'affaires mis de l'avant par le gouvernement du Québec;
- ✍ d'appuyer le gouvernement dans sa démarche visant à obtenir un important contrat de réparation d'un navire de la compagnie Torch Offshore;
- ✍ de déposer lors de la prochaine séance spéciale de ce Conseil une résolution précisant sa position dans ce dossier;

✍ d'acheminer copie de la présente résolution à Linda Goupil, députée de Lévis et ministre responsable de la région Chaudière-Appalaches, Denise Carrier-Perreault, députée des Chutes-de-la-Chaudière, Bernard Landry, premier ministre du Québec, Pauline Marois, ministre de l'Industrie et du Commerce, Richard Gauvin, président du Syndicat des travailleurs du chantier naval de Lauzon, Martin Létourneau, président de la Chambre de commerce de la Rive-Sud de Québec , Jean-François Carrier, directeur général du Centre local de développement de Lévis, Antoine Dubé, député fédéral du comté de Lévis ainsi qu'au Premier Ministre du Canada et à tous les ministres fédéraux du Québec.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-32

Période d'intervention des membres du Conseil

Quelques membres du Conseil prennent la parole.

CV-2002-07-33

Période de questions

Quelques personnes posent des questions et émettent des commentaires.

CV-2002-07-34

Levée de la séance

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

De lever la séance à 22h55.

Adoptée à l'unanimité

Jean Garon, maire

Danielle Bilodeau, greffière
